



ANALYSE 2019
22 octobre

Centre tricontinental

HAÏTI : ENTRE COMPLICITÉ ET INGÉRENCE

Frédéric Thomas

Alors qu'Haïti a de nouveau connu plusieurs journées insurrectionnelles, le président Jovenel Moïse s'accroche au pouvoir, semblant bénéficier du soutien des pays occidentaux. De la sorte, ces derniers hypothèquent toute chance de résolution de la crise en cours.

Tous les voyants sont au rouge. Fruit d'une violence économique, qui est aussi une économie de la violence, basée sur l'accaparement et les inégalités, l'insécurité est générale et multiforme¹. Insécurité économique bien sûr – la pauvreté touche 60% de la population, et s'aggrave –, insécurité alimentaire – près d'un quart de la population est affectée –, insécurité sanitaire – en raison de la pénurie d'essence, les hôpitaux (dont le fonctionnement était déjà précaire²) sont de moins en moins opérationnels –, insécurité éducative – la rentrée des classes n'a toujours pas eu lieu –, insécurité environnementale – Haïti est particulièrement vulnérable aux aléas climatiques... Insécurité physique aussi : depuis le début de l'année, 77 personnes ont été tuées dans le cadre des manifestations. Le massacre de la Saline (un quartier populaire de la capitale, Port-au-Prince), en novembre 2018, dans lequel l'État est impliqué, pèse toujours comme une menace³.

Mais à trop coller à l'urgence de la crise actuelle, on en oublie ses racines et son autre versant. Les mobilisations massives, qui secouent le pays depuis plus d'un an (début juillet 2018) et paralysent l'activité de ces dernières semaines, ont des origines immédiates – le ras-le-bol face à la corruption et à l'impunité dont « le scandale Petrocaribe » est le dernier exemple caricatural –, des raisons conjoncturelles – la dégradation des droits et des conditions de vie –, et des causes structurelles : les inégalités, la pauvreté et la captation de l'espace public⁴. Si la situation est dramatique, le soulèvement populaire représente une source d'espoir et la chance – unique – d'un changement.

Complicités occidentales

Aux côtés des jeunes *Petrochallengers*⁵, les Églises, les organisations vaudou, les artistes, les syndicats, les mouvements de paysans et de femmes, une partie importante du secteur privé... rarement on aura vu une telle unanimité dans la contestation. Et tous de s'accorder sur trois points (même s'ils les envisagent selon des temps et sous des formes différentes) : la démission du président,

¹ Avec « un coefficient de Gini de 0,6, l'inégalité des revenus en Haïti est la plus élevée de la région, classant Haïti parmi les pays les plus inégalitaires au monde. (...) Les revenus des 20% des Haïtiens les plus riches représentent plus de 64% du revenu total du pays, et ceux des 20% les plus pauvres seulement 1% ». Groupe Banque mondiale, *Regarder au-delà de la provision par le gouvernement des services en eau et assainissement. Les choix et pratiques des plus vulnérables en Haïti, 2018*, <http://documents.worldbank.org/curated/en/224581524205194413/pdf/122047-WP-PUBLIC-FRENCH-Looking-beyond-gouvernement-Haiti.pdf>.

² Groupe Banque mondiale, *Mieux dépenser pour mieux soigner. Un regard sur le financement de la santé en Haïti, 2016*, <https://www.banque mondiale.org/fr/country/haiti/publication/better-spending-better-care-a-look-at-haitis-health-financing>.

³ La Mission des Nations unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH) et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme ont, suite à leur enquête, demandé qu'une investigation soit menée sur la possible complicité entre les gangs et l'État. Voir « La Saline : justice pour les victimes. L'État a l'obligation de protéger tous les citoyens », https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/minujusth_hcdh_rapport_la_saline_1.pdf. Voir également les rapports du Réseau National de Défense des Droits Humains – RNDDH : <https://web.rnddh.org/>.

⁴ L'inflation (20%), la dévaluation de la monnaie locale (la gourde) et l'augmentation du prix du pétrole ont eu pour effet une augmentation générale des prix. Sur les origines de la contestation et le dossier Petrocaribe, nous nous permettons de renvoyer à nos analyses sur le site du Cetri : www.cetri.be.

⁵ Mouvement citoyen anti-corruption né sur les réseaux sociaux en août 2018, au sein duquel les femmes sont particulièrement actives.

la tenue d'un procès sur les détournements de fonds de Petrocaribe, et un gouvernement de transition. Certes, à lui seul, le départ de Jovenel Moïse ne résout rien. Mais il constitue le marqueur d'un refus et d'une fin, la condition première aussi d'un nouveau commencement possible.

Force est alors de constater le fossé qui sépare le peuple haïtien des gouvernements occidentaux. Ces derniers n'ont en effet cessé d'en appeler au dialogue. Le 15 octobre encore, la représentante française au Conseil de sécurité des Nations unies affirmait qu'il était de « la responsabilité du président Jovenel Moïse d'engager un dialogue inclusif et véritable »⁶. Ce faisant, c'est sur le peuple haïtien, et non sur l'État, que la pression est mise. D'ailleurs, vu d'Haïti, cela s'apparente à de l'ingérence, tant le maintien au pouvoir d'un président discrédité et impopulaire ne peut s'expliquer que par le soutien, implicite ou explicite, de l'international.

Comment expliquer l'attitude des États-Unis et de l'Union européenne (UE) ? Les enjeux géopolitiques, la peur du chaos et, pire encore, celle de la révolution, l'attachement aux formes démocratiques – dont au premier chef, les élections –, la double solidarité de classe – avec l'élite et avec les gouvernants –, le biais idéologique, qui donne la priorité à la stabilité macroéconomique sur les remous imprévisibles du *démos*... tous ces facteurs jouent à des degrés variables. Mauvais calcul et solutions illusoire.

Le respect des formes démocratiques ? Cela fait des mois qu'il n'y a plus de gouvernement en Haïti, et les élections législatives d'octobre ont été reportées. D'ailleurs, on se montre autrement plus « souple » lorsqu'il s'agit du Venezuela. Le renforcement du parlement, du système judiciaire et des finances publiques ? C'est ce que prétend faire l'UE depuis des années, avec les résultats que l'on sait. Prétendre sans le peuple haïtien, voire contre lui, renforcer les institutions les plus gangrénées par la corruption pour lutter contre la corruption est une étrange stratégie.

Haïti, demain

Ce que peut ou devrait faire l'UE ? D'abord, affirmer qu'il revient aux Haïtiens eux-mêmes de déterminer les formes et les conditions du dialogue et de la transition, et s'opposer à l'ingérence états-unienne. S'abstenir en conséquence de tout geste de soutien à l'État, comme la nomination, le 3 octobre dernier, de la nouvelle ambassadrice de l'UE en Haïti, que Jovenel Moïse s'est plu à présenter dans un tweet comme « un acte de raffermissement des relations déjà excellentes entre Haïti et l'Union européenne »⁷.

Ensuite, opérer un audit public de l'appui budgétaire de l'UE censé, dans la plus grande opacité, consolider l'État haïtien, et des entreprises européennes – comme Dermalog – ayant signé des contrats avec Haïti au cours de la période couverte par Petrocaribe (2008-2018). Enfin, l'UE aurait tout à gagner à faire ce que le représentant allemand au Conseil de sécurité de l'ONU demandait au gouvernement haïtien et aux partenaires d'Haïti : examiner « de manière approfondie les causes de la situation actuelle et tirer des enseignements des 15 dernières années ».

L'avenir est certes incertain. Mais le statu quo impossible, et la stabilité l'autre nom de la reproduction d'un système qui a fait faillite. S'il n'y a pas de communauté internationale, il y a bien une solidarité internationale. Le devoir de celle-ci est d'être à la hauteur de la lutte actuelle des Haïtiennes et Haïtiens.

Cet article est paru sur www.cetri.be

Frédéric Thomas est chargé d'étude au CETRI - Centre tricontinental.

⁶ La France est loin d'être la seule à adopter cette position : « La France, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Indonésie, ont appelé les responsables à engager au plus vite un dialogue inclusif, même si, comme l'a reconnu l'Union européenne, tous les efforts sont jusqu'à présent restés vains ». Nations Unies, « Alors que ferme la mission de maintien de la paix, les membres du Conseil de sécurité se disent préoccupés par l'instabilité et l'insécurité en Haïti », Conseil de sécurité, 15 octobre 2019, <https://www.un.org/press/fr/2019/cs13987.doc.htm>.

⁷ Voir <https://twitter.com/moisejovenel/status/117983683776494594>. Trois semaines plus tard, Jovenel Moïse recevait les lettres d'accréditation de l'ambassadeur du Canada. Cette période correspond d'ailleurs à la contre-offensive communicationnelle du président haïtien par le biais de divers spots publicitaires visibles sur son compte twitter.



Centre tricontinental - CETRI

av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique

Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69

cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

